

ment civil et financier, moins la gloire militaire et moins les victoires — le *Consulat de la Ploutocratie*, maîtresse absolue, depuis la guerre, de nos destinées. Si Caillaux se montre habile, si, sous le pavillon cartelliste Painlevé, dont, sans doute, il ne tardera pas d'ailleurs à se dégager, il sait rassurer les intérêts, les croyances et les traditions, comme fit Bonaparte, ce peut être son heure — l'heure pour lui de la Revanche, d'une revanche toute personnelle, sur une bourgeoisie soi-disant patriote, mais surtout réactionnaire, et qui ne demandera qu'à l'acclamer, s'il... réussit. Et son consulat pourra être le consulat de la concentration bourgeoise, où se réconcilieront les deux clans de la bourgeoisie, ces deux clans n'ayant plus de passions politiques assez sincères et d'idéologies assez distinctes (2) pour ne pas désirer se fondre en un seul Bloc, le bloc de l'union sacrée bourgeoise.

Dans un livre publié en 1917 par Charles de Saint-Cyr, *Ce qu'il faudra que soit la France de la Victoire*, on peut lire ces lignes extraites de la réponse de Sorel (p. 32) : « La bourgeoisie française de l'ancien type est aujourd'hui en train de se ruiner, comme s'est ruinée pendant la Révolution la noblesse ; cette classe économe, âpre au travail, et très préoccupée de l'avenir familial, ne réparait plus ; elle fait place à une société prodigue, spéculatrice et pleine de mépris pour l'attachement au sol. Ce monde (dont l'Amérique nous fournit de si tristes échantillons) est remarquablement cynique, ignare et politicien (3). La richesse qui monte sera probablement plus dure que l'ancienne pour les petits ; l'esprit de tradition du Tiers-Etat aura disparu. »

(2) Si cela n'était pas vrai, on ne comprendrait pas l'attitude de la soi-disant opposition. Quand le nouveau ministère s'est présenté devant elle, elle n'avait que deux choses à faire : ou bien refuser de prendre une seule minute contact avec lui, et se retirer, en masse et solennellement, hors de la salle des séances, ou bien... voter pour lui, ce qui eût été sans doute une suprême habileté, car cela eût singulièrement éclairci la situation, forcé notamment les socialistes à voter contre et provoqué la dissolution du Cartel. Ce ministère qui est, de toute évidence, un ministère apaisement-détente, selon la meilleure formule Briand, n'est que la préface du futur ministère présidé par Briand ou par Caillaux, et qui sera franchement un ministère de concentration bourgeoise. De même, pourquoi Herriot a-t-il si vite démissionné ? Il n'avait qu'à mettre Doumergue en demeure de choisir entre lui et le Sénat, ou de faire la dissolution. Mais, dans la situation actuelle, il n'y a plus personne qui soit capable de prendre une attitude nette ; c'est une promiscuité sans nom, où tout le monde essaie de pêcher en eau trouble : la Ploutocratie, dont nos socialistes sont eux-mêmes les prisonniers... volontaires, a horreur des scissions métaphysiques.

(3) La bourgeoisie française actuelle est vraiment tombée, comme disait déjà d'elle Proudhon (en 1864, et il n'avait affaire qu'à celle du Second Empire) à l'état de « tourbe et de masse indigeste » et de « cohue qui ne sait plus spéculer, trafiquer et agioter ». Elle n'a plus que deux sentiments : la peur et l'avarice — une peur folle

Ces lignes furent écrites fin 1916, et Sorel ne croyait pas sans doute être si... bon prophète. La France de la Victoire ? mais la voici sous sa vraie figure, c'est la France Briand-Caillaux, la France ploutocratique née de la guerre ploutocratique, et où triomphe, incontestablement « une société prodigue, spéculatrice et pleine de mépris pour l'attachement au sol » et « un monde remarquablement cynique, ignare et politicien ». Et n'oublions pas cette autre remarque de Sorel. « La richesse qui monte, écrit-il, sera probablement plus dure que l'ancienne pour les petits ». Il ne fait pas de doute en effet que Caillaux — Caillaux-de-Sang — ne prenne rapidement position contre les classes ouvrières, et qu'en cas de mouvements populaires, il ne se montre impitoyable dans la répression. (4) La réaction versaillaise fut féroce ; les communards écrasés, la bourgeoisie française put reprendre tranquillement le cours de son existence affairiste, si brillamment commencée sous le « Second Empire ». La « grande guerre » n'a été qu'un accident dans le processus de développement de l'ère ploutocratique ; elle a bien donné lieu à la Révolution russe, comme celle de 1870 avait donné lieu à la Révolution communaliste, et les bolcheviks, sans doute, n'ont pas encore été écrasés, comme les communards le furent en 1871 ; mais il est évident que l'Europe bourgeoise va tendre de toutes ses forces à restaurer son équilibre et en essayant de couvrir de cendres le foyer révolutionnaire allumé à Moscou. Le

de la Révolution, qu'on peut facilement provoquer pour le moindre incident (son affolement après la journée du 23 novembre 1924 fut vraiment à la fois comique et honteux) et une avarice sordide, qui lui fait préférer tout, au moindre sacrifice fiscal. Elle vendra ses filles sur le marché du mariage ; elle livrera même le sang de ses fils sur le marché de la guerre ; mais quant à délier les cordons de sa bourse, elle ne veut rien savoir ; elle se cabre devant tout « prélèvement sur le capital » avec une fureur qui n'est pas moins comique ni moins honteuse que sa peur d'un « péril communiste », que des publicistes sans vergogne se plaisent à agiter devant elle. Vraiment, c'est un spectacle ignoble que celui de la décomposition bourgeoise, qui, malheureusement, ne laisse pas de s'accompagner d'une décomposition ouvrière parallèle et constitue cette affreuse dissolution moderne dont l'âme toute romaine de Proudhon — que dirait-il aujourd'hui ! — saignait déjà vers 1860.

(4) La récente échauffourée de la rue Damrémont présente de singulières obscurités. Qui, par exemple, a donné le fameux coup de téléphone faisant accourir une quarantaine de jeunes néo-fascistes du Cirque de Paris à Montmartre ? Il faudrait supposer aux communistes un machiavélisme vraiment infernal, pour leur attribuer la paternité dudit coup de téléphone ; ne faudrait-il pas plutôt l'attribuer à un quelconque agent provocateur ? Il ne faut pas oublier que nos maîtres de l'heure, Briand et Caillaux, ont un intérêt primordial à susciter une panique bourgeoise, pour apparaître comme des sauveurs de l'Ordre : Briand est, nous l'avons dit, un nouveau... Barras ! et l'on sait que Barras évoluait savamment et perfidement entre les Egaux et le Directoire. Briand d'ailleurs a déjà fait preuve, dans ce genre d'affaires, d'un doigté tout particulier : il suffit de se rappeler la grève des cheminots de 1910.

plan Dawes en Allemagne, le *Consulat Caillaux* en France, paraissent rentrer dans ce programme de consolidation de la paix bourgeoise. Si l'on admet que la « grande guerre » a consommé l'ère capitaliste, en éliminant ce dernier vestige de l'Ancien Régime, qu'était l'Allemagne féodale, le problème fondamental de l'heure présente, pour les diverses bourgeoisies, est d'éliminer la Russie des Soviets, dont l'existence seule compromet la paix bourgeoise — le retour offensif du militarisme prussien (5) étant peu probable et l'Allemagne, comme la France après 1870 (la République, en France, ne fut vraiment assise qu'après les élections de 1885, où les conservateurs faillirent même revenir au pouvoir) étant destinée, vraisemblablement, à évoluer lentement mais sûrement, de la constitution monarchique à la constitution républicaine — évolution qu'il faudra d'ailleurs faciliter en reculant

(5) L'élection de Hindenburg à la présidence du Reich n'est pas faite, malgré les apparences, pour modifier cette opinion. Hindenburg, c'est, en somme, le Mac-Mahon de l'Allemagne ; et l'on sait comment a fini la politique du fameux maréchal. Après 1870, la monarchie eût pu être restaurée en France, si les orléanistes et les légitimistes avaient pu s'entendre ; mais il n'y avait pas d'accord possible naturellement entre la grande propriété foncière et le grand capitalisme financier et industriel. De même, aujourd'hui, en Allemagne, entre populistes et nationalistes, il n'y a pas entente essentielle ; on verra Hindenburg être disputé par ces deux partis, et, finalement, assurer le triomphe des républicains — tout comme Mac-Mahon — chez nous. Au point de vue de la politique extérieure, le plus probable, c'est que Hindenburg cherchera à favoriser la constitution du bloc anti-bolchevik, avec la France et l'Angleterre ; un article du *Matin* (29 avril) où l'on dit que Hindenburg a la plus vive admiration pour l'armée française, est significatif à cet égard. Pour faciliter le rapprochement franco-allemand, déjà postulé par l'union si souhaitable du coke de la Ruhr et du minerai lorrain, l'Allemagne déclarerait renoncer définitivement à l'Alsace et demanderait, par contre, la suppression du malencontreux canton de Dantzig. La Pologne recevrait des apaisements et entrerait elle-même dans le bloc anti-bolchevik.

L'Action Française a, naturellement, déclaré le rapprochement Hindenburg-Mac-Mahon stupide : elle aime esbroufer ses contradicteurs. Mais ne se laissent esbroufer que les têtes molles ou les cœurs faibles ! Nos nationalistes ont un intérêt de parti évident à donner à l'élection Hindenburg la valeur d'un symbole — le symbole de l'irréductible Allemagne éternelle, éternel chien enragé de l'Europe. La France aussi n'est-elle pas dite éternelle ? Il ne semble pas cependant que celle de Saint-Louis et de Jeanne d'Arc soit bien... vivante ! L'éternité des Junkers est du même acabit : la guerre mondiale leur a bien donné le coup de grâce.

sur divers points (la frontière orientale par exemple) le Traité de Versailles, ce que comprend fort bien l'Angleterre, plus consciente que nos Français des nécessités inhérentes à la consolidation de la paix bourgeoise en Europe. Mais le problème de la mise hors d'état de nuire de la Russie des Soviets a déjà reçu un commencement de réalisation par le recul de la Révolution européenne depuis la défaite des Rouges sous Varsovie en 1920 et la retraite d'octobre en Allemagne en 1923. La Ploutocratie reconstruit lentement sa position ; le remède héroïque auquel elle recourut en 1914 pour écraser tout ensemble l'Allemagne féodale et le prolétariat révolutionnaire, a tellement ébranlé le vieux monde, que celui-ci ne peut en un jour, évidemment, recouvrer son assiette ; terreur blanche et terreur rouge, fascisme et communisme, ces deux phénomènes nés de la guerre, n'ont pas encore épuisé toute leur virulence ; mais il est clair que les perspectives immédiates ne sont pas révolutionnaires : il faudra attendre les résultats de l'expérience Caillaux en France et du plan Dawes en Allemagne, ainsi que le développement de la situation asiatique, (6) pour que la Révolution reprenne sa marche en avant. Mais la Révolution est comme l'Eglise : *patiens quia... necessaria*. « Vingt fois sur le métier, remettez votre ouvrage » conseillait le sage Boileau au Poète : la Révolution remettra son ouvrage immortel sur le métier de l'Histoire autant de fois qu'il le faudra ; comme le constatait déjà Renan à sa grande surprise, les révolutionnaires sont inaccessibles au découragement. La Bourgeoisie peut croire aux sorciers et rouvrir ses bras à... l'Enfant prodige : elle est moribonde ; elle peut encore prolonger assez longtemps son agonie, mais « l'être qui vit et qui pense » ne sera pas supprimé, comme disait Proudhon, par le cadavre.

CLARTÉ.

(6) Les perspectives révolutionnaires prochaines sont en effet commandées par ce développement. En face du bloc anti-bolchevik qui va se constituer, et, étant donné la défaillance de l'Allemagne entrant dans ce bloc au lieu de s'unir à la Russie des Soviets, celle-ci n'aura plus d'autre ressource que de se tourner vers l'Asie et de prendre la tête d'un bloc russo-asiatique, qui chercherait à saper les bases du capitalisme américo-européen. La Chine, comme l'a très bien montré Louzon, dans son article de la *Révolution prolétarienne* de Mars, est la dernière ressource coloniale de ce capitalisme : un fort mouvement nationaliste chinois, aidé par la Russie des Soviets, alliée déjà au Japon, revêtirait donc une importance de premier ordre pour l'avenir tout prochain du monde. C'est l'Europe capitaliste elle-même qui rejette la Russie vers l'Asie ; on peut juger par là de la sincérité ou de l'intelligence de ceux qui, après cela, s'effraient et gémissent pour la précieuse civilisation occidentale !

